

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle chronique, éoliens, sites et sols pollués

Nevers, le 10 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



Ancien site de la SAS SLIC CORVOL faisant l'objet de travaux de mise en sécurité par l'ADEME

Grande Rue
58460 CORVOL L'ORGUEILLEUX

Références : 220115

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 sur l'ancien site de la SAS SLIC CORVOL faisant l'objet de travaux de mise en sécurité par l'ADEME et implanté Grande Rue 58460 CORVOL L'ORGUEILLEUX. L'inspection a été annoncée le 20/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'accident survenu le lundi 10 janvier 2022 (cf. rapport de visite d'inspection en date du 12 janvier 2022) et sur proposition de l'inspection des installations classées, le Préfet de la Nièvre a prescrit par arrêté préfectoral n° 58-2022-01-13-00001 du 13 janvier 2022 des mesures d'urgence et des mesures conservatoires à l'ADEME sur l'ancien site de la SAS SLIC CORVOL, situé sur la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX.

Une visite d'inspection réalisée le 18 janvier 2022 a permis de constater que la situation s'était nettement améliorée depuis l'accident survenu le lundi 10 janvier 2022 avec une diminution significative du rejet en fioul dans la rivière le SAUZAY.

Pour autant, les inspecteurs avaient également relevé qu'elle n'était pas complètement maîtrisée bien que l'ADEME mette tout en œuvre pour la gérer au mieux et se conformer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2022.

L'objectif de la visite d'inspection du 3 février 2022 était de faire un nouveau point sur la situation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **Ancien site de la SAS SLIC CORVOL**

- Grande Rue 58460 CORVOL L'ORGUEILLEUX
- Code AIOT dans GUN : 0005403097
- Régime : A

La société SLIC a été placée en liquidation judiciaire le 21/11/2007, puis mise en demeure de réaliser les travaux de mise en sécurité le 5/06/2012.

Par jugement en date du 15/10/2014, le tribunal de commerce de Nevers a clôturé la liquidation judiciaire de la société SLIC CORVOL pour insuffisance d'acquis. La société était également propriétaire des terrains.

L'ADEME a été mandatée par l'arrêté de travaux d'office (APTO) du 21/12/2016, modifié par AP du 05/10/2020, pour procéder à la mise en sécurité du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- post accidentel
- pollution du milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Dans ce cas de figure particulier, l'exploitant est défaillant et son site fait l'objet d'une mise en sécurité par l'ADEME. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesures d'urgence - Barrages flottants	AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1	/	
Mesures d'urgence - Pompage	AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1	/	
Mesures d'urgence - Arrêt du rejet en fioul	AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1	/	
Mesures d'urgence - Voies de transfert des polluants	AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesures d'urgence - Plan de surveillance	AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1	/	
Mesures conservatoires - Plan de surveillance	AP de Mesures Conservatoires du 13/01/2022, article 3	/	
Mesures conservatoires - Diagnostics	AP de Mesures Conservatoires du 13/01/2022, article 2	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite réalisée le 3 février 2022, les inspecteurs ont constaté un défaut dans la gestion des opérations suite à l'accident survenu le 10 janvier 2022 (absence d'entretien des barrages flottants et de pompage des points d'épanchement d'hydrocarbures sur le site). Ces opérations devront être réalisées dans les plus brefs délais.

Par ailleurs, les premiers résultats de la surveillance environnementale mise en place à l'issue de l'accident semblent rassurants.

Les travaux permettant de supprimer définitivement le dernier point d'épanchement d'hydrocarbures dans la rivière s'avèrent complexes (présence d'un poteau électrique notamment) et nécessitent un délai pour leur mise en place que l'ADEME communiquera à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mesures d'urgence - Barrages flottants

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1
Prescription contrôlée : Par arrêté préfectoral de travaux d'office du 16 décembre 2016 modifié, l'ADEME, organisme mandaté pour la réalisation des travaux de mise en sécurité de l'ancien site SLIC CORVOL, sise Grande Rue sur la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX, est tenue, dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai qui ne dépassera pas 4 jours, à compter de la date de notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• de procéder à la première étape de mise en sécurité du site, en supprimant les risques liés au rejet de fioul dans le SAUZAY, notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ par le maintien des barrages flottants et le remplacement périodique des dispositifs absorbants.
Constats : Suite à l'accident du 10 janvier 2022, trois barrages flottants ont été mis en place (encore présents le jour de la visite). Le premier est localisé sur le site, le deuxième et le troisième sont disposés respectivement à 1 km et à 2,5 km en aval hydraulique du site. Les photos annexées au présent rapport permettent d'illustrer les constats ci-dessous. Les informations portant sur les dates de remplacement des dispositifs absorbants (feuilles hydrophobes et boudins absorbants) ont été communiquées par l'ADEME. <u>Barrage flottant sur site :</u> Les feuilles hydrophobes ont été remplacées le 1 ^{er} février 2022 et les boudins absorbants le 27 janvier 2022. <u>Barrages à 1 km et à 2,5 km en aval hydraulique du site :</u> Les boudins absorbants ont été remplacés pour la dernière fois le 17 janvier 2022. Les inspecteurs ont constaté la présence de débris organiques (feuilles, brindilles,...) et des traces d'hydrocarbures (irisation). L'ADEME veillera à ce que les barrages flottants soient correctement entretenus (enlèvement des débris organiques et changement des boudins absorbants en tant que de besoin) et en informera l'inspection des installations classées. Enfin, les inspecteurs ont pris note que le SDIS n'est plus en charge de la gestion des barrages flottants et du changement des boudins absorbants.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Mesures d'urgence - Pompage

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1
Prescription contrôlée : Par arrêté préfectoral de travaux d'office du 16 décembre 2016 modifié, l'ADEME, organisme mandaté pour la réalisation des travaux de mise en sécurité de l'ancien site SLIC CORVOL, sise Grande Rue sur la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX, est tenue, dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai qui ne dépassera pas 4 jours, à compter de la date de notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• de procéder à la première étape de mise en sécurité du site, en supprimant les risques liés au rejet de fioul dans le SAUZAY, notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ par le pompage en permanence des points bas et des zones impactées par le rejet en fioul.
Constats : Lors de la visite du 18 janvier 2022, les inspecteurs avaient constaté que des opérations de pompage étaient toujours en cours, principalement au niveau de trois points d'épanchement d'hydrocarbures (évacuation et élimination des effluents hors site). Des informations obtenues par l'ADEME (en amont de la visite du 3 février 2022), les effluents récupérés lors des opérations de pompage ont, par la suite, été envoyés vers une station de traitement installée sur le site (décanteur-déshuileur puis filtres et charbon actif) avant rejet dans la rivière. Le traitement des effluents a été réalisé sur la période du 20 au 29 janvier 2022 (cf. photos en annexe). Les analyses réalisées le 20 janvier 2022, en entrée et en sortie de station de traitement, ont permis de s'assurer de l'efficacité du dispositif (abattement des hydrocarbures avec une teneur en sortie de traitement inférieure à la valeur de quantification de 50 µg/l). À partir du 29 janvier 2022, les opérations de pompage ont été arrêtées au vu de la diminution des épanchements. Une gestion par la mise en place et le remplacement de feuilles hydrophobes et de boudins absorbants a été jugée plus appropriée. Les points d'épanchement d'hydrocarbures localisés sur le site (et qui ne correspondent pas à un épanchement directement dans la rivière) sont dénommés dans la suite du présent rapport : "poste de relevage", "arrière-hangar", "fond de fouilles" et "regard chaudière"(cf. photos en annexe). Le jour de la visite du 3 février 2022, les inspecteurs ont constaté (cf. photos en annexe) : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un mélange eau-hydrocarbures au niveau : des points "fond des fouilles" n°1 et n°2 (fouilles réalisées le 17 janvier 2022) et du "regard-chaudière" situé à proximité du poste de relevage. La quantité de liquide présent est difficile à estimer. Le même constat (quantité moindre) a été relevé au niveau de la fosse située dans le hangar qui a été démoli ;- la présence de traces d'irisation au niveau du point "poste de relevage" et l'absence de dispositifs absorbants (feuille hydrophobe et/ou boudin absorbant) ;- la mise en place d'une couverture (plaques de type "onduline") au-dessus du point "arrière-hangar" pour le protéger de l'arrivée d'eaux météoriques qui risqueraient de mettre en charge le terrain. Toutefois, les inspecteurs ont constaté que le dispositif ne remplissait pas pleinement l'objectif visé (présence d'un point "bas" de collecte des eaux météoriques au niveau des plaques). Le jour de la visite, le point "arrière-hangar" était sec. Il est demandé à l'ADEME de veiller à ce que des opérations de pompage soient réalisées en tant que de besoin au niveau des différents points d'épanchement d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Mesures d'urgence - Arrêt du rejet en fioul

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par arrêté préfectoral de travaux d'office du 16 décembre 2016 modifié, l'ADEME, organisme mandaté pour la réalisation des travaux de mise en sécurité de l'ancien site SLIC CORVOL, sise Grande Rue sur la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX, est tenue, dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai qui ne dépassera pas 4 jours, à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none">• de procéder à la première étape de mise en sécurité du site, en supprimant les risques liés au rejet de fioul dans le SAUZAY, notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ par la réalisation des travaux nécessaires à l'arrêt du rejet en fioul dans le SAUZAY.
<p>Constats : Le jour de la visite, les inspecteurs ont pu constater qu'un seul point d'épanchement d'hydrocarbures dans la rivière persiste.</p> <p>Ce point d'épanchement a été isolé par la mise en place d'un batardeau le 27 janvier 2022 et la pose de ciment au niveau des jonctions inter-tôle le 31 janvier 2022 afin de renforcer l'efficacité du dispositif d'isolement (cf. photos en annexe). Cette solution est temporaire.</p> <p>La suppression de cet ultime point d'épanchement dans la rivière nécessiterait vraisemblablement (au vu des informations communiquées) de procéder à l'excavation des sols imprégnés d'hydrocarbures encore présents en bordure de berge.</p> <p>La présence d'un poteau électrique dans cette zone complexifie la mise en œuvre de ces travaux.</p> <p>L'ADEME communiquera à l'inspection des installations classées un calendrier prévisionnel d'intervention permettant de procéder à l'excavation des sols imprégnés d'hydrocarbures encore présents en bordure de berge. La solution de gestion retenue vis-à-vis du poteau électrique (dévoisement de la ligne ou autre) sera également présentée ainsi que les dispositions visant à assurer, d'une part, la stabilité de la berge et, d'autre part, à prévenir tout risque d'inondation du site par les eaux de la rivière.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Mesures d'urgence - Voies de transfert des polluants

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1
Prescription contrôlée : Par arrêté préfectoral de travaux d'office du 16 décembre 2016 modifié, l'ADEME, organisme mandaté pour la réalisation des travaux de mise en sécurité de l'ancien site SLIC CORVOL, sise Grande Rue sur la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX, est tenue, dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai qui ne dépassera pas 4 jours, à compter de la date de notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• de procéder à la première étape de mise en sécurité du site, en supprimant les risques liés au rejet de fioul dans le SAUZAY, notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ par l'identification des voies de transfert des polluants dans les sols et l'identification des canalisations potentiellement fuyardes.
Constats : Depuis la visite du 18 janvier 2022, de nouvelles excavations ont été réalisées à proximité des anciennes cuves à fioul (cf. photos en annexe).
Il est demandé à l'ADEME de préciser la stratégie retenue et les critères associés qui ont déterminé l'emprise (latérale) des excavations réalisées dans le but de stopper le transfert des polluants dans les sols puis dans la rivière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Mesures d'urgence - Plan de surveillance

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 13/01/2022, article 1
Prescription contrôlée : Par arrêté préfectoral de travaux d'office du 16 décembre 2016 modifié, l'ADEME, organisme mandaté pour la réalisation des travaux de mise en sécurité de l'ancien site SLIC CORVOL, sise Grande Rue sur la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX, est tenue, dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai qui ne dépassera pas 4 jours, à compter de la date de notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• de procéder à la première étape de mise en sécurité du site, en supprimant les risques liés au rejet de fioul dans le SAUZAY, notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ par la transmission d'un plan de surveillance environnementale des milieux impactés (eaux superficielles, eaux souterraines et sol au minimum).
Constats : Le plan de surveillance environnementale des milieux impactés a été transmis par l'ADEME le 25 janvier 2022.
Il prévoit la surveillance des milieux : eaux superficielles, sédiments, eaux souterraines et sols.
Les premiers résultats sont présentés ci-après (cf. point de contrôle : Mesures conservatoires - Diagnostics)
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesures conservatoires - Plan de surveillance

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 13/01/2022, article 3
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance, établi conformément à l'article 1 ^{er} du présent arrêté, est mis en place après validation de l'inspection des installations classées.
Constats : Par messagerie électronique du 27 janvier 2022, l'inspection des installations classées a indiqué à l'ADEME que le plan de surveillance transmis le 25 janvier 2022 répondait aux attendus et était validé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesures conservatoires - Diagnostics

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 13/01/2022, article 2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ADEME fait réaliser un diagnostic des sols, des eaux de surfaces, des eaux souterraines et des sédiments du SAUZAY de 200 m en amont jusqu'à l'installation du dernier barrage en aval.</p> <p>Ce diagnostic doit comporter des prélèvements, mesures et analyses du type de ceux prévus par les prestations A200 (sols), A210 (eaux souterraines) et A220 (eaux superficielles et sédiments) selon le référentiel normatif en vigueur.</p> <p>Les paramètres à prendre en compte sont au minimum les suivants :</p> <p>Milieu : sols, sédiments, eaux ; Paramètres analysés : hydrocarbures totaux, PH, conductivité, hydrocarbures, niveau piézométrique, DCO.</p> <p>Les résultats de ces prélèvements seront utilisés pour évaluer l'impact de la pollution sur les usages présents autour du site en utilisant la méthode d'interprétation des Milieux (IEM) basée sur l'élaboration d'un schéma conceptuel visant à identifier les sources de pollution, les voies de transfert et les cibles potentielles.</p> <p>Les résultats de ce diagnostic, incluant la justification des substances analysées, seront transmis à Monsieur le Préfet dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Les résultats de la campagne de mesures réalisée le 18 janvier 2002 montrent :</p> <ul style="list-style-type: none">- eaux souterraines : l'absence d'hydrocarbures totaux dans la nappe dans les trois piézomètres investigués et notamment celui situé à proximité immédiate de la zone de l'accident. La présence d'un fond anthropique en HAP et en COHV au niveau d'un des piézomètres historiquement constatée sur le site ;- eaux superficielles (eaux de la rivière Le Sauzay) : en dehors du point prélevé à l'intérieur du périmètre du barrage flottant situé sur le site, à proximité du dernier point d'épanchement en rivière, aucun impact n'est constaté en hydrocarbures totaux sur la rivière. La présence de HAP a été relevée au niveau du point prélevé à l'intérieur du périmètre du barrage flottant situé sur le site ainsi qu'au niveau du point aval le plus proche du site (traces) ;- sédiments : un marquage en hydrocarbures est constaté sur deux points de prélèvements situés en aval éloigné, mais pas en aval proche, et le lien avec l'accident survenu le 10 janvier 2022 n'est pas confirmé à ce stade.- sols : des investigations ont été menées. Le jour de la visite, les inspecteurs ne disposaient pas des résultats associés.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe : planche photographique



Vue d'ensemble de la zone excavée



Fond de fouille n°1



**Présence d'un mélange eau-hydrocarbures
Fond de fouille n°1**



**Fond de fouille n°2 et vue sur la fosse après
démolition du hangar**



**Présence d'un mélange eau-hydrocarbures
Fond de fouille n°2**



Batardeau (à gauche)
Plaques de type "onduline" mises en place au niveau du point "arrière hangar" (au fond)



Batardeau



Plaques de type "onduline" et problème de pente (point bas) qui renvoie les eaux météoriques dans le point "arrière-hangar"



Point "arrière hangar" sous les plaques de type "onduline" (pas de liquide visible)



Station de traitement des eaux pompées



Zone d'entreposage des terres excavées



"Regard-chaudière"



Présence d'un mélange eau-hydrocarbures dans le "regard-chaudière"



Poste de relevage (traces d'irisation)



Fond de la fosse (traces d'irisation)



Barrage sur site (présence d'hydrocarbures)



Barrage à 1 km en aval du site (présence de débris organiques et de traces d'hydrocarbures)



Barrage à 1 km en aval du site (présence de débris organiques et de traces d'hydrocarbures)



Barrage à 2,5 km en aval du site (présence de débris organiques, d'une bouteille en plastique et de traces d'hydrocarbures)